



HAL
open science

Un ordre territorial local participatif et durable : mythes et réalités

Xavier Arnauld de Sartre, Christophe Albaladejo

► To cite this version:

Xavier Arnauld de Sartre, Christophe Albaladejo. Un ordre territorial local participatif et durable : mythes et réalités. Mobilités et inventions locales du territoire au Sud, 1 (1), Cahiers de SICOMOR, UMR Dynamiques Rurales et INRA-SAD, pp.9-16, 2003. halshs-00004097

HAL Id: halshs-00004097

<https://shs.hal.science/halshs-00004097v1>

Submitted on 12 Jul 2005

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Co-édition INRA/SAD et UMR Dynamiques Rurales de l'UTM-ENSAT-ENFA
Proposition pour Les Cahiers de SICOMOR, Série Médiations

La construction sociale locale du territoire dans les régions du Sud en profonde mutation

ARNAULD DE SARTRE Xavier et ALBALADEJO Christophe (éds.)

Xavier ARNAULD DE SARTRE et Christophe ALBALADEJO – *Introduction*.

Partie 1 - Composition et recomposition des territoires de l'intervention de développement : une approche critique du développement participatif

Gilles PETIT DE MIRBECK « *Essitati Yookophela au Mozambique : une ville sur le continent, ou la construction sociale d'un territoire* »

- Discutant Alain BONNASSIEU

Rita SOARES PINTO « *Vers des relations renouvelées entre l'Etat brésilien et les ONG ou un grand malentendu ? Les enjeux des transformations du champ institutionnel de l'assistance technique et du développement rural en Amazonie Orientale à la suite des politiques de décentralisation* »

- Discutant Bernard CHARLERY

Iran VEIGA « *La professionnalisation des agriculteurs familiaux amazoniens et l'évolution de leurs relations avec les institutions du marché et du développement* »

- Discutant Anne-Marie GRANIE

Partie 2 - Composition et recomposition du lien social local : une approche critique du développement durable

Christophe ALBALADEJO. « *Cycle de vie des familles et création de territoire sur la frontière agraire de Misiones en Argentine* »

- Discutant Bruno LEGAGNEUX

Xavier ARNAULD DE SARTRE « *Devenir agriculteur en situation de front pionnier amazonien : un moment clef pour saisir la reproduction de l'agriculture familiale et l'avancée de la colonisation* »

- Discutant Geneviève NGUYEN

Hélène GUETAT « *Les territoires féminins du continuum : liens et interface. Une étude en pays bamiléké au Cameroun* »

- Discutant Isabelle DUVERNOY

Introduction générale

Quelles constructions locales du territoire en vue d'un développement participatif et durable ?

Xavier Arnauld de Sartre et Christophe Albaladejo

Les articles réunis dans cet ouvrage ont tous été présentés et discutés lors d'un séminaire qui s'est tenu le 14 mai 2001 à l'INRA d'Auzeville et qui était organisé en commun par l'UMR Dynamiques Rurales de l'Université de Toulouse le Mirail, l'ENSAT et l'ENFA et l'équipe « Médiations¹ » du laboratoire Sociétés, changements techniques et connaissances dans les mondes ruraux (SICOMOR) de l'Institut National de la Recherche Agronomique de Toulouse. Chacune des six présentations est suivie du commentaire d'un discutant, dont le rôle était lors du séminaire de souligner les apports de chacun des intervenants. En lançant un débat qui a permis de confronter les points de vue des participants à cette journée, ces commentaires discutent des approches, des points de vue et des limites de chacune des interventions. Nous avons tenu à les joindre aux textes auxquels ils sont rattachés pour mettre en perspective les articles et rendre compte des échanges très riches qui ont eu lieu au cours de cette journée.

L'objectif du séminaire était de faire surgir des complémentarités dans des points de vue et des analyses à propos de la « *construction locale du territoire* », autrement dit comment des populations et des acteurs institutionnels doivent s'inventer en permanence localement un ordre territorial, à la fois contingent et provisoire et capable de cohérences avec des logiques qui prennent sens à des échelles de temps et d'espace bien plus vastes. Pour nous la coexistence des individus (en particulier des groupes qu'ils intègrent, des acteurs qu'ils sont en mesure de devenir, etc.) et des choses (notamment des ressources) au sein d'un territoire n'est jamais un « acquis », stable et tranquille, et elle demande pour se maintenir et donc se projeter dans l'avenir un effort constant d'ajustement et d'invention, autrement dit de négociation avec soi-même, avec autrui mais aussi avec les choses et en particulier les ressources symboliques et matérielles des « lieux » ainsi constamment recréés.

Cette question des processus, sans relâche à l'œuvre, qui permettent une coexistence plus ou moins heureuse, plus ou moins désirée, entre des hommes, des institutions et des choses est portée sur le devant de la scène du fait des nouvelles conceptions de la « relation de développement ». Cette relation ne veut plus en effet se penser comme une simple application locale de politiques génériques décidées « d'en-haut ». Les interactions singulières avec les populations et les dynamiques locales « font » aussi le développement, et n'en sont pas qu'un simple contrecoup, une retombée locale. C'est bien ce que traduisent les mots d'ordre du développement « participatif » et « durable », à la mode avec persistance depuis près de 20 ans. Le développement à présent ne se veut pas seulement « négocié » avec les populations, mais co-produit avec elles. Il doit également répondre aux

¹ Transformation des modes d'accompagnement en agriculture dans des contextes de transformation des ruralités, équipe en émergence au moment de la tenue du séminaire. Le laboratoire SICOMOR a été créé en octobre 2001.

demandes des populations présentes, sans compromettre les possibilités des générations futures. Ces deux conditions conduisent à insérer le développement dans les relations aux autres et au territoire qui se nouent localement, dans les conditions concrètes et singulières de vie et de travail (notamment d'exploitation des ressources) des populations, dans leurs histoires aussi, et dans leurs capacités à se projeter dans l'avenir.

C'est ainsi que par la mise en œuvre de ces deux principes, les organismes et agences de développement font aujourd'hui la part belle à ce que nous appelons la « construction locale du territoire ». En appelant à la participation des populations locales, ils reconnaissent implicitement ou explicitement leur rôle central dans la mise en place de nouveaux territoires. En souhaitant que la gestion de ces territoires soit durable, c'est-à-dire que les générations futures puissent elles aussi en faire usage avec le même potentiel, ces politiques interrogent les logiques particulières de ces acteurs et leurs pratiques quotidiennes. Les contributions ici rassemblées éclairent les logiques des acteurs impliqués dans la construction locale du territoire et permettent de développer des points de vue informés et critiques sur la réalité et les possibilités de ces participations locales pour un développement durable.

C'est ainsi que, si l'intention du séminaire était notamment de déceler dans différents contextes l'importance de la dimension locale des phénomènes pour comprendre comment se construisent les territoires, les analyses mises en œuvre dans les présentations, leurs commentaires et les débats qui ont suivi ont porté sur les pratiques et les logiques sociales en jeu dans la rencontre entre populations et changement régional. Tous les auteurs considèrent que le niveau local est essentiel pour l'étude de ces changements territoriaux. Soit parce que c'est à cette échelle que les changements (décidés à un niveau régional, national ou international) s'appliquent ; soit parce que c'est à ce niveau qu'ils sont réinterprétés par les populations locales. Dans tous les cas, il apparaît nécessaire de comprendre comment les populations locales s'adaptent, suscitent, subissent ou résistent aux changements pour construire (ou reconstruire) de nouveaux territoires.

Il est d'autant plus urgent de mettre en évidence les processus de construction d'un ordre territorial local que l'ancien ordre territorial est ignoré ou remis en cause. Toutes les contributions de cet ouvrage concernent des régions que nous avons désignées comme en « forte mutation ». On pourra dire que « tout change toujours tout le temps », et c'est en effet vrai pour tout territoire. Cependant les régions sur lesquelles portent les travaux ici présentés sont caractérisées par des déplacements importants de populations et par la nécessité de fonder de nouvelles relations entre les gens, les institutions, les choses et les lieux dans lesquels ils prennent sens (front pionnier, surgissement *ex-nihilo* d'une ville, migrations à la ville et réorganisation d'anciennes configurations territoriales).

Les contributions que nous avons regroupées dans la **première partie** traitent de l'intervention publique, et questionnent la réalité et la possibilité d'un développement qui se veut participatif. Si des changements importants sont à l'œuvre dans les pratiques des agences de développement et les politiques publiques, la réalité de la participation des populations est plus sujette à caution. Que ce soit dans le cadre de politiques de déplacement de populations, de décentralisation du

développement ou d'insertion sur le marché des petits producteurs, que « l'initiative » vienne « d'en-haut » ou « d'en-bas », la nature de la participation des populations pose sérieusement problème.

Les trois articles regroupés dans cette partie traitent de l'intervention de développement, de son application et de ses effets sur les populations cibles au travers d'une pratique aujourd'hui dominante du développement, le développement participatif. En questionnant les discours du développement participatif, Gilles Petit de Mirebeck et Rita Soares Pinto montrent l'utilisation idéologique ou politique qui peut en être faite. Iran Veiga nous propose d'analyser une initiative venue « d'en-bas » et reprise par des organisations paysannes. Il montre que la participation des agriculteurs à ce projet « endogène » de développement est loin d'aller de soi, même si elle introduit des changements profonds dans une agriculture très centrée sur la famille.

Gilles Petit de Mirebeck montre comment dans le cas d'un projet de déplacement de population visant à conserver un lieu classé patrimoine de l'humanité, le recours à la participation tant des auteurs du projet que des populations cibles semblait s'imposer. Hautement affirmée dans les discours, la participation semble cependant avoir été un moyen pour faire accepter par les populations une décision plus que jamais prise d'en haut, par des élites désireuses de favoriser le tourisme dans un lieu classé du patrimoine mondial.

Rita Soares Pinto questionne elle aussi, de manière beaucoup plus forte, la réalité d'un discours participatif. Dans un cas amazonien, elle montre la non rencontre entre la politique de décentralisation de l'Etat et le discours participatif. En sous traitant les actions publiques de développement à des ONG, l'Etat suscite une grande attente chez ses partenaires. En se plaçant de leur point de vue, l'auteur remet en question la réalité de la participation du « troisième secteur » et la permanence de relations de développement du haut vers le bas.

C'est sur les possibilités même de la participation et ses effets sur les populations que s'interroge Iran Veiga. Partant du fonctionnement fondamentalement « domestique » de l'économie des populations d'agriculteurs cibles de projets de développement, et de leur rapport très paternaliste au marché par le biais de petits patrons jouant le rôle d'intermédiaires, il montre que l'intervention d'une coopérative de commercialisation se heurte à ce mode de fonctionnement. Mais cette intervention frustrée contribue à un embryon de changement du mode de fonctionnement de ces sociétés, changement dont le côté positif n'est pas évident puisqu'il peut cacher, comme dans le cas précédent, l'exclusion d'acteurs mal situés dans la concurrence qu'il introduit.

De par cette étude très précise du fonctionnement de l'agriculture familiale face à un projet de développement, Iran Veiga permet de faire la transition avec la partie suivante, qui s'intéresse aux logiques de reproduction et de fonctionnement de ceux qui constituent pour les projets de développement des populations cible.

Les trois papiers qui constituent **la seconde partie** traitent, pour deux d'entre eux au moins, des logiques de populations d'agriculteurs enjointes à faire du développement durable. En montrant les écarts entre les logiques communautaires de ces agriculteurs et les objectifs de développement durables, ces contributions questionnent les chances de succès d'un développement durable. La dernière contribution de ces populations montre l'importance du rôle des femmes dans la construction

locale du territoire, invitant à enrichir fortement notre compréhension des logiques locales et à étendre la participation à l'ensemble des acteurs rencontrés.

Sur quelles réalités quotidiennes et matérielles de la vie sociale s'appuient les transformations institutionnelles du territoire que nous venons de voir ? L'objectif de cette seconde partie est de mieux comprendre la nature du lien social qui fonde ces « territoires ruraux en mouvement » et qui est susceptible de leur donner une projection. Travailler dans des régions en très profondes mutations contraint à un regard critique sur la dimension spatiale et matérielle et la dimension temporelle de ce lien social : autrement dit à approfondir une réflexion sur la notion de « territoire » et ses processus de conservation/transformation à savoir le « développement durable ».

Les articles de Xavier Arnaud de Sartre et Christophe Albaladejo traitent de manières complémentaires de la reproduction de l'agriculture familiale. Les deux articles ici présentés tentent de lier reproduction des groupes domestiques et construction locale du territoire, en essayant de saisir l'influence des liens familiaux (fonctionnement et reproduction de la famille) sur l'évolution des fronts pionniers qu'ils étudient. Dès lors, ils montrent que la mise en place d'un développement durable de ces régions est problématique.

Christophe Albaladejo a une approche micro-sociale du phénomène : en abordant le lien social local entre les unités domestiques, il montre l'existence de groupes d'exploitations très liées entre elles par des liens de parenté, les Unités Spatio Familiales (USF). Ces unités renvoient à la fois au cycle de vie des familles, et notamment aux liens qui unissent un père à ses fils une fois que ces derniers sont « installés » sur un lot propre, et à une projection spatiale de ces familles qui les amène à migrer pour regrouper les fils récemment installés dans une même localité et tenter d'organiser et mobiliser le voisinage. Ces USF permettent de comprendre l'organisation rapide et profonde d'une vie sociale sur la frontière agraire.

Xavier Arnaud de Sartre a lui une approche généalogique, par le biais de biographies de familles, qui lui permet de dépasser d'une vision centrée sur la pratique quotidienne de la parenté et de la sociabilité. Il montre ainsi, par des reconstitutions de trajectoires familiales et les discours de différentes générations, que la constitution d'USF est un ressort qui explique les migrations passées des familles et les possibles migrations actuelles. En décrivant le système d'obligation qui permet la constitution et la reproduction de ce lien, l'auteur montre la prégnance de ce phénomène en même temps que sa possible remise en question par la nouvelle génération.

Hélène Guétat, dans un contexte différent, s'intéresse aussi aux multiples polarités des territoires, mais englobe à la fois la dimension locale et historique présentée par les deux auteurs précédents pour proposer l'utilisation du concept de territoires en archipels. Elle montre le rôle que jouent les femmes dans la création de continuités territoriales, par la mémoire ou l'échange, et interroge les deux auteurs précédents sur le rôle que jouent les femmes dans la mise en place, la reproduction (par le déplacement dans l'espace en particulier) des Unités Spatio Familiales.

Les analyses de ces six articles convergent très fortement, à notre sens, vers deux grands enseignements : d'une part la « construction du territoire » va de pair avec une remise en cause

profonde des phénomènes et des êtres² qui assurent les médiations entre le local et « l'extérieur ». Sur ces terrains « en profonde mutation », cette remise en cause est provoquée notamment par le biais de processus (qui sont parfois des stratégies) « d'expansion du territoire ». D'autre part ce que nous appelons le « local » est en fait un territoire non pas émietté, ni fragmenté, mais en archipel, unissant de façon complexe et plus ou moins cohérente des espaces et des acteurs en apparence « lointains » (si l'on s'en tient à une mesure scalaire de l'espace physique ou structurelle de l'espace social) et coexistant ou se juxtaposant avec d'autres archipels, notamment ceux d'ordres territoriaux anciens qui ne sauraient se réduire à de simples « reliques ».

Chacun des six articles montre en effet très clairement l'importance des processus et des êtres de médiation, ainsi que leur remise en cause. Ils sont parfois, comme au Mozambique, volontairement sollicités par les Autorités pour reconstruire un territoire, et ce sont alors des personnages, des chants, des arbres, des rites, des expressions, des associations, etc. qui interviennent efficacement pour construire symboliquement un territoire avant de lui donner une matérialité. Cette appropriation symbolique contribue à rendre « pensable » un territoire, et donc à le rendre possible bien au-delà des premiers projets nés dans le secret des bureaux d'étude³. Mais elle est aussi bien sûr une appropriation du territoire et de ses médiations par des groupes et acteurs sociaux concrets : un ordre social et donc des pouvoirs locaux se mettent en place et tentent de verrouiller un champ d'action avant même que la population ne migre... C'est ainsi que Petit de Mirebeck nous montre bien qu'il ne s'agit pas du prolongement tranquille des ordres sociaux antérieurs, les médiations doivent se reconstruire et sont donc mises en jeu dans cet exercice nécessaire et périlleux.

C'est bien ce qui frustre et inquiète les « mouvements sociaux », ainsi que s'autodésignent les responsables syndicaux paysans en Amazonie et les intellectuels qui les accompagnent (cf. l'article de R. Soares Pinto). Certes la décentralisation peut être vue avec justesse comme une stratégie d'émiettement des conflits, de manipulation des populations et de leurs représentants, d'abandon à eux-mêmes de certains secteurs de la société etc. (Albaladejo, 2002). Mais on ne peut réduire l'ensemble du processus de transformation de l'Etat dans le développement rural au Brésil à ces seules conséquences. Dans ce contexte, il est dangereux pour les syndicats paysans de restreindre leur pensée et leur action à une simple réclamation, somme toute corporatiste, du contrôle intégral du conseil technique et donc à un monopole des médiations sous le prétexte qu'ils seraient « les seuls représentants légitimes de ces agriculteurs ». Ils doivent eux aussi se penser en transformation et s'interroger sur leur nouveau rôle et les nouvelles bases de leur légitimité. Ce n'est pas uniquement l'Etat, ce « père lointain », qui se transforme, c'est aussi la scène locale du développement (municipalisation du développement rural, recomposition des pouvoirs locaux et des médiations), ainsi que les ONG elles-mêmes⁴. Notamment l'émergence vigoureuse d'associations locales en dehors du

² Individus, institutions, objets, lieux, discours, représentations et en particulier connaissances, etc.

³ Albaladejo montrait l'importance de cette phase pour les fronts pionniers qu'il dénommait « phase de frontière potentielle » : la frontière doit être pensée avant qu'elle soit conquise (Albaladejo et al., 1996). Cela peut prendre des années mais aura à coup sûr des conséquences très importantes pour la suite car des acteurs prennent leurs marques, des représentations se mettent en place, des projets sont élaborés et canaliseront en partie les actions futures.

⁴ Notamment leurs cadres, qui ne sont plus seulement ces intellectuels militants d'il y a 15 ans, mais aussi de jeunes professionnels du développement (que nous retrouvons dans nos cours de Master en Amazonie aux côtés

mouvement syndical ne saurait être réduit à un court-circuitage des instances « légitimes » de médiations par des leaders en quête de constitution d'une clientèle. Sans un jeu de concurrence dans les médiations et entre les médiateurs, il n'y aurait eu par exemple aucune expérience « professionnalisante » dans l'exemple rapporté par I. Veiga dans ce volume. C'est la superposition complexe du commerçant local (Josadax), de la coopérative et de l'association qui conduit les agriculteurs à un apprentissage (réduit mais réel) du marché.

Pour être plus justes, il faudrait parler de « système de médiation » tant ce n'est pas un acteur ou une institution isolés, mais un jeu micro social, qui assure le processus de médiation. Dans ce volume, Albaladejo montre les mécanismes par lesquels des groupes familiaux investissent le champ de la médiation entre les populations locales et l'extérieur mais aussi au sein de ces populations elles-mêmes. Arnauld de Sartre montre ensuite comment cette forme de médiation, qui est aussi une façon de concevoir le territoire, est en train de rentrer en crise en Amazonie sans pour autant aller dans le sens désiré par les agences de développement. C'est d'abord d'une mutation des représentations (en l'occurrence chez les enfants) et non l'insuffisance de moyens économiques qui explique cette crise. En effet Guétat, dans un tout autre contexte, montre l'inventivité et la plasticité que ces systèmes de médiation sont capables de déployer pour perdurer bien que les conditions matérielles de leur « fonctionnement à l'identique » ne soient plus assurées du fait des migrations vers la ville.

Second grand enseignement : ce territoire local dont nous invoquons la construction est un « territoire en archipel » selon les expressions de Albaladejo⁵ et Guétat (ce volume). Il ne correspond donc pas à l'image d'un territoire continu et fermé, de frontières claires et stables. Il est discontinu, mobile, incertain, sans cesse remis en question. Les concepts sont d'ailleurs un peu courts pour rendre compte de cette réalité. Albaladejo (ce volume) se demande comment nous pourrions sortir d'une vision du territoire des frontières qui ne soit pas un gradient entre le village mythique de García Márquez dans 100 ans de solitude et les rencontres fortuites de l'autoroute du Sud de Julio Cortázar... Cela devient un enjeu pas seulement pour la géographie mais aussi pour les populations et les administrations afin que les représentations de leurs propres territoires soient un peu plus en accord avec leurs pratiques.

Remarquons finalement que dans les régions que nous étudions ici et que nous avons dénommées « régions du Sud en forte mutation », les changements qui se produisent dans l'organisation sociale et territoriale sont souvent le produit d'une expansion du territoire. Ainsi que nous l'avons observé pour la frontière agraire de Misiones (Albaladejo et al., 1994), les nouvelles pratiques des agences de développement, les nouvelles politiques, mais aussi les nouveaux acteurs locaux et processus de médiation, naissent plus souvent par une expansion des territoires existants⁶ que par une déstructuration et une réorganisation de ceux qui sont déjà en place, quitte à produire des additions et superpositions plus ou moins harmonieuses de « bouts de territoires ». Ce n'est sans doute pas un

des fonctionnaires de l'Etat...), voire des gestionnaires qui savent qu'ils feront leurs carrières en partie dans les ONG en partie dans des organismes publics de développement.

⁵ « Il ne s'agit pas d'un territoire en miettes ou fragmenté. La discontinuité territoriale ne signifie pas ici absence d'intégration et de cohésion » (Albaladejo, 2002).

⁶ Que ces territoires soient matériels (conquêtes de nouvelles terres), productifs (introduction d'une nouvelle culture comme le roucouyer par exemple) ou institutionnels (décentralisation, etc.).

hasard si les grandes réformes de l'assistance technique en Amazonie que nous rapporte R. Soares Pinto sont conduites par l'INCRA⁷ et au sein de la politique de réforme agraire, autrement dit dans pour le territoire agricole réputé « en expansion ». C'est sans doute une nuance à introduire dans le cadre théorique de Raffestin (1987 ; 1986), pour ces régions là tout au moins : les processus de re-territorialisation sont aussi, voire surtout, pensés et produits comme des processus de territorialisation qui ne requièrent pas d'emblée une destruction de l'ordre ancien. C'est ainsi que nous pouvons assister à des puzzles de territoires en archipels - en tant qu'états relativement stables et non simples figures de transition - et que Albaladejo (2002) a pu parler de « re-territorialisation incomplète » pour désigner l'émergence d'un ordre territorial qui ne se substitue pas à l'ordre (ou aux ordres) ancien(s).

Espérons que cet ouvrage contribuera à une réflexion sur les processus de territorialisation de régions du Nord, ou de régions du Sud moins soumises à la pression de fortes dynamiques. En tout cas il a fortement enrichi nos échanges au sein des programmes qui nous ont donné leur appui et donnent une perspective à un prolongement de nos recherches, de nos réflexions et de nos échanges à savoir :

- la Zone Atelier Amazonie du programme CNRS Programme Environnement-Vie et Société dans laquelle participent 5 des auteurs de cet ouvrage pour l'instant (Albaladejo, Arnauld de Sartre, Guétat, Soares Pinto et Veiga) ;
- l'axe « territoire » de la Maison des Sciences de l'Homme de Toulouse et notamment un projet de travail sur les fronts et frontières qui doit s'initier en 2003 sous la conduite de Hélène Velasco avec nos collègues géographes de Bordeaux, Grenoble et Toulouse.

Références citées

- Albaladejo C. 2002. Décentralisation et développement rural en Argentine: réinventer son métier est-il possible dans un contexte de réajustement? In: Bonnassieux A. (ed.), *Regards croisés Nord-Sud sur la décentralisation*. Université de Toulouse Le Mirail, Toulouse, p. -20
- Albaladejo C., Dominguez C., Cittadini R. et Baranger D. 1994. *Un interface a elaborar: Las relaciones entre las pequeñas explotaciones y sus contornos tecnológicos*. Resultados de enfoques sistémicos aplicados al estudio de la diversidad agropecuaria. Seminario INTA-INRA, Mar del Plata, Argentina, 22-24 de marzo de 1994, INTA-CERBAS e INRA/SAD, Balcarce, Argentina, p.461-490.
- Albaladejo C., Duvernoy I., Dominguez C., Veiga I.Jr. 1996. La construction du territoire sur les fronts pionniers. Tendances d'évolution et actions de développement sur les sites de Marabá (Amazonie) et de Misiones (Argentine): de l'exploitation à la région. In: Albaladejo C. et Tulet J.-C. (eds.), *Les fronts pionniers de l'Amazonie brésilienne. La formation de nouveaux territoires*. L'Harmattan, Paris, p. 247-278.
- Raffestin C. 1986. Territorialité: Concept ou paradigme de la géographie sociale ? *Geographica Helvetica*, 2, 91-96.
- Raffestin C. 1987. Repères pour une théorie de la territorialité humaine. *Cahier du Groupe Réseaux*, 7, 263-279.

⁷ Institut National de la Colonisation et de la Réforme Agraire.